

dans le cadre d'une entente négociée. Que des changements d'envergure se produisent ou non après 1988, une évolution politique pourrait survenir plus rapidement à Washington si le processus de paix progresse de lui-même. Les causes du conflit divisant les pays centraméricains "ne sont pas profondes, mais elles s'accroissent toujours de plus en plus"; c'est pourquoi il est essentiel de faire avancer le processus de paix grâce à des mesures transitoires, voire à des MPAC prenant en compte "les préoccupations de toutes les parties". Il importe "d'agir maintenant". Si nous attendons que le gouvernement américain modifie sa position, il y aura moins de chances pour que les choses changent. "Il faut faire comprendre à Washington qu'il lui incombe de réviser" ses politiques.

Mesures à prendre pour instaurer un dialogue entre les États-Unis et le Nicaragua

Nous devons "chercher à dissiper les malentendus existant entre les États-Unis et le Nicaragua, car c'est là un aspect fondamental," a déclaré un participant de l'Amérique latine. "Comment s'attaquer à ce problème? Je propose que nous adoptions d'abord des mesures transitoires pour ensuite élaborer peu à peu des MPAC." Tous ces efforts pourraient s'inscrire dans le cadre d'une solidarité internationale accrue (laquelle devrait aller au-delà des belles paroles), qui serait fondée sur l'appui accordé par les pays européens et le Canada au groupe de Contadora.

Tout compte fait, a déclaré un Latino-américain, les États-Unis ne modifieront pas leur position tant qu'ils ne seront pas certains que le Nicaragua s'est affranchi de la présence soviétique. D'un autre côté, le Nicaragua ne désarmera pas tant qu'il ne sera pas persuadé que les États-Unis s'abstiendront d'intervenir sur son territoire. D'ici là, Managua n'autorisera pas le départ des conseillers étrangers et il ne rompra aucune de ses alliances politiques. "Le Nicaragua ne se pose pas en ennemi des États-Unis, et ces derniers ne tiennent pas non plus à être les ennemis du Nicaragua. Ce qu'il faut en fait, c'est assurer aux États-Unis que les Soviétiques quitteront le Nicaragua," et garantir au Nicaragua son auto-détermination, son intégrité territoriale et sa souveraineté. La question est de savoir comment faire au début pour offrir des garanties aux deux pays.

Selon un Centraméricain, Washington et Managua pourraient définir "des préoccupations communes" et en discuter s'ils acceptaient d'amorcer un dialogue. Les deux s'inquiètent au sujet d'une présence militaire étrangère en Amérique centrale. "Nous ne pouvons passer outre au fait que les États-Unis sont une puissance régionale." Peut-être est-il peu réaliste d'exiger qu'il n'y ait aucune manœuvre ni base militaire étrangère en Amérique centrale, "mais l'on pourrait